



Ni les actionnaires, ni les réactionnaires : Un 1^{er} mai pour les travailleuses et travailleurs

Le 1^{er} mai, journée internationale de revendication et de lutte des travailleuses et travailleurs et de solidarité entre les peuples, va se tenir dans un contexte marqué par des guerres terriblement meurtrières, notamment en Ukraine et en Palestine. Nos organisations réaffirment leur engagement pour une paix juste et durable dans le cadre du droit international.

En France, les travailleuses et travailleurs sont soumis à un nouveau plan d'austérité. Pour multiplier les cadeaux aux entreprises, ce qui aggrave les inégalités sociales, le gouvernement Macron annonce faire des milliards d'économies sur les politiques sociales et les services publics, la transition écologique ou en faisant les poches des chômeurs et chômeuses, de celles et ceux qui sont malades, ou encore en s'attaquant une nouvelle fois au Code du travail. Loin de "désmicardiser" le pays, il poursuit sa politique au service des plus riches en distribuant de l'argent public aux entreprises privées, notamment les plus grosses, sous forme d'exonérations de cotisations sociales : plus les salaires sont bas, plus les aides publiques sont conséquentes, ce qui encourage les directions d'entreprises à maintenir des millions de salarié-es avec des fiches de paie proches du SMIC. A l'image du SMIC, il faut à minima indexer les salaires, pensions et le point d'indice sur les prix. Il ya urgence d'augmenter les salaires et les retraites.

La précarité et la pauvreté gagnent du terrain, en particulier chez les étudiantes et étudiants : un ou une sur deux travaille pour financer ses études, deux sur trois sautent régulièrement des repas et plus de trois sur dix renoncent à des soins faute d'argent. Un ou une sur deux est mal logé-e. Un ou une sur 5 ne mange pas à sa faim. Il faut geler les loyers, augmenter les minima sociaux, les bourses d'études et réformer en urgence ce système d'aide pour que chacune et chacun puisse étudier dans des conditions dignes.

Nos organisations appellent à s'opposer aux politiques d'austérité en France comme en Europe. Alors que des profits records sont enregistrés, il faut sortir du choix délétère que l'on nous impose. Pour une Europe sociale, pour une Europe des peuples, contre toute forme de discrimination : ni dépendance à la finance représentée par Macron, ni poison de l'extrême-droite, pires ennemis des travailleurs et travailleuses ! Nos organisations militent pour le renforcement de la protection sociale, s'opposent aux projets de contre-réformes et au projet d'une politique d'économie de guerre qui réduisent les droits et conquies des travailleuses et travailleurs.

Elles dénoncent les attaques aux libertés collectives et individuelles, au droit de manifester, aux libertés syndicales mais aussi les entraves à la liberté d'expression, notamment sous-couvert des lois anti-terroristes.

Le 1^{er} mai doit aussi être le prolongement des mobilisations du 8 mars pour l'égalité réelle alors que les femmes sont moins payées et plus souvent en situation de précarité.

Nos organisations appellent les travailleuses et travailleurs, les jeunes, les étudiantes et étudiants, les retraité-es, à se rassembler le 1^{er} mai, à 10h, place du Delille à Clermont-Fd et à manifester contre l'austérité, pour l'emploi, les salaires et les pensions, les services publics, la protection sociale, les libertés et la paix juste et durable dans le monde.

Le 8 avril 2024